

## BGE 40 I 184

Bundesgericht (BGE), 1914-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_40\\_I\\_184](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_40_I_184)

FR: ATF 40 I 184

IT: DTF 40 I 184

### Volltext

184 Staatsrecht. punlde grundsätzlich geschützt und der angefochtene Entscheid deshalb aufgehoben werden, so dass auf die übrigen von den Rekurrenten angerufenen Rekursgründe nicht weiter eingetreten zu werden braucht: Dagegen muss es andererseits auch bei der Aufhebung des Ent- scheidesein Bewenden haben und kann dem weiteren Antrage der Rekurrenten, den Regierungsrat im Urteils- dispositiv zur Erteilung der nachgesuchten Bewilligung anzuhalten, keine Folge gegeben werden, da der An- spruch der Rekurrenten auf diese Bewilligung möglicher- weise auch noch von der Erfüllung anderer, sanitäts- polizeilicher Erfordernisse, welche bis heute nicht ge- prüft worden sind, abhängen und die Gutheissung der Beschwerde daher nur den Sinn haben kann, dass die Ablehnung des Gesuc.ll\S aus den dem angefochtenen Entscheide zu Grunde liegenden Erwägungen verfas- sungswidrig und daher unstatthaft ist. . Demnach hat das Bundesgericht erkan nt: Der Rekurs wird begründet erklärt und der damit au gefochtene Entscheid des Regierungsrates des Kan tons Bern vom 13. Dezember 1913 aufgehoben. 22. Arret du 2 juillet 19,14 dans la cause Rochaix contre Geneve. Art. 31 Co n s t. fe d. - Liberte de commerce et d'industrie. Imposition d'une entreprise de cinematographe par 3 fl-S U. sur la recette brute. Caractere prohibitif? A. - A teneur de la loi du 3 fevrier 1886, incorporee dans la loi generale de 1888 sur les contributions publi- ques, il est per<;u sur tous les spectacles, concerts et exhi- bitions un,- taxe, nommee Droit des Pauvres, dont le produit est verse dans la caisse de l'Hospice general; cette taxe est, pour les entreprises ptrmanentes, de 3 Handels- und Gewerbefreiheit. N° 22. 185 a 8 % de la recette brute; le taux est fixe par le De- partement de Justice et Police, sous reserve de recours au Conseil d'Etat. Le recourant Charles Rochaix a ouvert le 8 novembre 1913, sous l'enseigne de «Grand 9nema », une saUe de spectacles cinematographiques dont il est ~roprietai~e. Le 20 janvier 1914le Departement de Jusbce et PolIce l'a informe qu'il avait fixe a 4000 fr. par an le droit des pauvres a payer pour l'exploitation de cet etablis- sement. Une demande de reduction presentee par Ro- chaix a He ecartee, la taxe Hant basee conformement a la loi sur les recettes brutes effectivement encaissees. Roehaix a alors recouru au Conseil d'Etat en faisant valoir que la somme est exageree. vu que l' entreprise est a ses debuts, que le capital engage est considerable et que les recei.tes journalieres ne suffisent pas a couvrir les frais d' exploitation. Par arrete du 3 mars 1914 le Conseil d'Etat a ecarte le recours, la taxe reclamee restant dans les limites legales et son taux ayant He fixe en prenant en consideration les circonstances speciales invoquees par le recourant. B. -- Rochaix a forme un recours de droH public contre cet arrete. 11 expose que les recettes moyennes mensuelles SOI~t . de 10 726 fr. 35 et que les dept:)nses moyennes sont de 11 066 fr. 90, que l' entreprise est ainsi en deficit, que l'impot reclame ades lors un carac- tere nettement prohibitif, que d'une fa~on generale une taxe pouvant s'elever a 8 % des recettes brutes ~st un danger pennant pour n'importe quelle entrepnse, et qu'en l'espece elle empeche l'exploitation rationneHe du Grand Cinema et condamne a l'insueees les efforts du recourant. 11 conclut done ä. ce que

le Tribunal federal ordonne une expertise pour verifier l' exactitu~e des fai~s allegues et annule comme contra ire a.u p~i~Clpe const~ tutionnel de la liberte du commerce 1 arrete du Conseil d'Etat. . Le Conseil d'Etat a conclu au rejet du recours. 11 186 Staatsrecht. constate que le d:oi~ ,reclame n'est que de 2,87 % des recct Les brutes reahsees et que ce taux est inferieur ~\ celu~ ~e la taxe reclamee a toutes les autres entreprises de cllematographe (dortt le taux oseille entre 330 et 4,60 0 / 0 ). 11 est impossible des lors de soutenir que l:impot exige du reecourant soit prohibitif. Statuant sur ces faits eL considerant en droit: Le taux de la taxe reclamee au reecourant est de 2 87 ou de 3,1 % des recettes brutes, suivant que cene~ci sont calculees d'apres la moyenne du premier trimestre ou du premier semestre de l'exploitation. Il est donc ou legerement inferieur ou a peine superieur au mini- mum legal. La seule quest ion est eelle de savoir si, tout en Hant conforme a la loi genevoise, cet impOt implique une atteinte au principe de la liberlc du eommerce ct de l'industric. Le reecourant ne pretend pas que l'impot soit incons- titutionnel par le motif qu'il s'agit d'une taxe speciale a ~ne industrie determincc et dont le montant est propor- tlOnnel, non au bimefice net, mais aux recettes brutes de l'entreprise. Aussi bien la jurisprudenc'c fMerale a-t-elle toujours admis la constitutioullalite d 'impöts scmblabies (v. SALIS II X0 5 801 ct suiv., RCRC\KH,\RDT p: 292 et suiv.; cf. RO VIII p. 18) - a la seule coudition qu'ils ne soient pas prohibitifs. Pour etablir' qu' en l' espece la taxe a un caractere prohibitif, le reecourant se contente de soutenir et d'offrir de prouver qu'elle vient augmenter des frais d'exploitation qui sont dejä. superieurs aux recettes et ~u'elle est done de nature a empecher l'exploitation ra- tlOnnelle du « Grand Cinema ». Mais cette argumentation peche par la base. Pour decider si un impöt est prohibitif on ne saurait se borner a examiner la situation financiere d'un seul etablissement; on doit considerer dans SOll ensemble la branche d'industrie assujettie ä l'impöt et se demander si les eharges fiscales auxquelles elle est Handels- und Gewerbefreiheit. No 22. 187 soumis(' sont disproportionnees a ses ressources et empe- chent son developpement. Ce sera le cas non seulement lorsque l'impöt s'oppose absolument par sa quotite ä l' exploitation luerative de cette industrie, mais aussi lorsque seuls certains etablissements specialement bien achalandes sont en etat d' €on supporter le poids et obtien- nent ainsi, par le fait de l'impöt, une sorte de monopole. Par contre si, d'une fa«;on generale, l'impöt n'est pas excessif, il ne suffira naturellement pas que tel industriel prouve que son entreprise travaille ouverte pour qu'il ait le droit de qualifier de prohibitives les redevanees fiscales qu'il doit acquitter; son insucces peut provenir de nombreuses causes differentes, gestion defectueuse, plethore d'etablissements similaires, etc., et l'art. 31 Const. fM. ne garantit evidemment pas atout industriel l'exploitation lucrative de sa profession. 01' le recourant n'allegue meme pas que le droit des pauvres auquel • l'industrie cinematographique est astreinte a Geneve constitue pour elle une charge trop lourde et l' empeche de prosperer; au contraire il esteonstant que depuis longtemps les autres entreprises genevoises de cinema- tographe sont frappees de taxes plus fortes que celle qui est exigee du reecourant et que neanmoins elles sub- sistent et se multiplient. La situation est done toute differente de celle qui a motive l'arret du Tribunal fMeral du 27 septembre 1912 (RO 38 I p. 435 et suiv.) invoque dans le reecours : il ~'agissait la d'un impöt com- munal qui rendaii pratiquement impossible la continua- tion de l'exploitation de tous les cinematographes de la localite, tandis qu'en l'espece le recourant reclame un traitement de faveur po ur remedier a la mauvaise mar- ehe de ses affaires, qui n' est pas imputable au regime fiseal institue a l'egard des cinematographes. Enfin on doit observer que le droit des pauvres en question ne eonsiste pas en une taxe fixe qui par sa rigidite pour- rait elre eonsideree comme une entrave au libre jeu de la concurrence (v. SALIS II N°S 897 et 898;

RO 38 II 188 Staatsrecht. p. 424 et suiv.); non seulement elle est proportionnelle aux recettes. mais son taux même est variable, de sorte que l'autorité peut tenir compte et en fait tient le compte le plus large des différences de situation existant entre les divers établissements. Le taux le plus bas ayant été appliqué au recourant, il n'y a pas lieu de rechercher si les griefs qu'il fait valoir seraient peut-être justifiés à l'égard d'une taxe calculée d'après un taux supérieur. Par ces motifs le Tribunal fédéral prononce: Le recours est écarté.

23. Urteil vom 18. September 1914 i. S. Itorschach gegen Rorschacherberg. Angebliche Verletzung der Handels- und Gewerbefreiheit dadurch, dass einer Gemeinde A die Bewilligung, eine Anzahl auf dem Gebiete der Gemeinde B stehender Wohnhäuser mit Leuchtgas zu versorgen, nur für solange erteilt wird, als die Gemeinde B nicht in der Lage sein werde, Leuchtgas oder elektrisches Licht zu annähernd gleichen Bedingungen abzugeben. A. - Die Gemeinde Rorschach besitzt und betreibt eine Gasverteilungsanlage, zu deren Speisung sie das Gas von dem Gaswerk der Stadt St. Gallen bezieht. Sie hat ihr Netz seit 1904 auch auf angrenzende Bezirke der bürgerlichen Gemeinde Rorschacherberg ausgedehnt; zur Benutzung der Wege verlangte und erhielt sie von der Gemeinde Rorschacherberg die erforderliche polizeiliche Genehmigung. In gleicher Weise und auf gleicher Grundlage versorgt auch das Gaswerk St. Margrethen, eine private Aktiengesellschaft, einzelne Teile der Gemeinde Rorschacherberg mit Leucht- und Brauchgas. Handels- und Gewerbefreiheit. No 23. 189 Am 27. Oktober 1912 hat die Bürgerversammlung der Gemeinde Rorschacherberg beschlossen, von Gemeinde wegen eine Anlage zur Betreibung elektrischer Energie zum Zwecke der Strassenbeleuchtung und zur Abgabe derselben an Private zu erstellen und zu betreiben. Diese Anlage sollte einen selbständigen Zweig der Gemeindeverwaltung bilden und nach und nach so ausgebaut werden, dass jeder Weiler mit elektrischer Energie versehen werden könne. Die Anlage ist seither erstellt worden und versorgt erhebliche Teile der Gemeinde mit elektrischem Licht. Der Strom wird vom staatlichen Elektrizitätswerk des Kantons St. Gallen bezogen. Kürzlich hat der Gemeinderat von Rorschach an denjenigen von Rorschacherberg auf Grund von Art. 83. des st. gallischen Strassengesetzes und Art. 13. der Pollzverordnung dazu das Gesuch gestellt, es sei ihm zu gestatten in die Heidenerstrasse auf Gebiet der Gemeinde Rorschacherberg eine Gasleitung einzulegen, um in die anliegenden Häuser Gas zu Heiz- und Beleuchtungszwecken abgeben zu können. Der Gemeinderat von Rorschacherberg beschloss hierauf, es sei der Gemeinde Rorschach grundsätzlich untersagt, ihr Gasnetz in der Gemeinde Rorschacherberg zum Zwecke der Abgabe von Beleuchtungs gas zu erweitern; ferner sei ihr die Einlegung einer Gasleitung in die Heidenerstrasse nur unter der Bedingung gestattet, dass sich Rorschach verpflichte, für Gas zu Kochzwecken abzugeben, und dass der Gemeinde Rorschacherberg das Rückkaufsrecht der Gasleitung zu den Erstellungskosten, abzüglich einer im Zeitpunkt des Rückkaufes durch unparteiische Expertise bestimmte Abnutzungsquote, zustehe. Gegen diesen Entschcheid rekurrierte der Gemeinderat Rorschach an den Regierungsrat des Kantons St. Gallen und stellte das Begehren, es sei der angefochtene Beschluss des Gemeinderates Rorschacherberg aufzuheben und der Gemeinde Rorschach die Bewilligung zur Einlegung der Gasleitung in die Heidenerstrasse zu erteilen, unter Beachtung der

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.